

" L'Etat à l'heure du participatif ? "

par Claire Hédon, présidente du Mouvement ATD Quart Monde France

Pour ATD Quart Monde, qui se donne pour objectif d'éradiquer la grande pauvreté, la participation revêt un sens fort. Depuis la création de notre mouvement en 1957, nous la pratiquons, nous la vivons au quotidien.

En fondant ATD dans le bidonville de Noisy-le-Grand, le père Joseph Wresinski avait fait partir les âmes charitables qui venaient distribuer de la soupe. Dès le début, il avait décidé de s'appuyer sur les habitants du camp, réduits à des conditions de vie indignes, souvent perçus comme des parasites touchant des allocations avec leurs ribambelles d'enfants.

Les familles étaient consultées et écoutées sur les projets à mettre en place - un jardin d'enfants, une bibliothèque, un salon d'esthétique... Depuis la réflexion jusqu'aux décisions et à la gestion, elles étaient parties prenantes, aux côtés et à égalité avec des personnes engagées avec elles contre la misère.

Pour ATD Quart Monde, la participation n'a jamais été un gadget ni un "truc" pour se donner bonne conscience. La participation de tous, notamment des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, nous apprend à penser autrement. Elle nous rend plus intelligents.

Sans ce savoir et sans cette expérience accumulés au fil de vies difficiles, comment élaborer des politiques publiques qui visent juste ? Comment, présidente d'ATD Quart Monde et journaliste, saurais-je ce que c'est que de vivre avec 559,74 euros par mois, le RSA (revenu de solidarité active) pour une personne seule ? Comment saurais-je ce que l'on ressent lorsque, dans la salle d'attente d'un cabinet médical, on vous assène devant tout le monde que l'on ne prend pas les personnes à la CMU (couverture maladie universelle) ?

Mais pour que la participation ne reste pas un mot creux, pour parvenir à une véritable co-construction, il faut réunir un certain nombre de conditions. A ATD Quart Monde, nous avons acquis cette expertise.

Dans notre conseil d'administration, depuis toujours, siègent des personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Loin d'être des faire-valoir, elles ont un temps de parole réservé et leur voix pèse. Avec le Croisement des savoirs, une démarche chère à notre mouvement, des personnes en situation de pauvreté échangent et se forment mutuellement avec des professionnels, du social ou du droit par exemple, et avec des chercheurs. Le but : faire évoluer les pratiques en tenant compte de l'avis des plus pauvres.

Dans nos dix Universités populaires Quart Monde, des personnes en précarité débattent et dialoguent avec d'autres de milieux plus aisés, sur la famille, la culture, les migrants, le vote... Avant cela, elles ont eu des réunions de préparation afin que la parole se libère, que la pensée s'articule.

C'est grâce au travail de ces universités que nous avons été alertés sur le problème du logement social. Au delà de la suppression des 5 euros mensuels d'APL (aide au logement), nos militants ont

mis en avant une grande injustice : on leur refuse des logements sociaux car ils ont des revenus insuffisants.... Alors même que les HLM ont été créés pour les plus modestes.

Sur le revenu universel, il est ressorti clairement une gêne : celle de toucher un revenu sans travailler alors que l'on souffre du cliché d'" assistés "... La dignité, nous ont dit les participants, passe par avoir un travail afin de retrouver une place dans la société.

Surtout, n'allez pas croire que je veuille éluder la question de cette table ronde : " L'Etat serait-il à l'heure du participatif ? ". Je répondrais : " Nous voudrions y croire !" Il y a eu de signes en ce sens. Comme cette promesse d'un " choc de participation " faite par le président Emmanuel Macron dévoilant le 13 septembre 2018 la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Mais " en même temps ", vous connaissez notre niveau d'exigence...

L'an dernier, nous avons participé à la concertation précédant le plan pauvreté. Mais nos groupes, qui sont intervenus sur plusieurs thématiques, n'ont pas eu le sentiment d'avoir été vraiment entendus.

Cette année, nous avons participé au grand débat national lancé pour répondre à la crise des Gilets jaunes. Avec toujours un objectif : faire entendre la voix des plus exclus. Lors de nos Universités populaires, on a ainsi débattu de justice fiscale, de démocratie, de transition écologique... Mais ensuite, les annonces présidentielles ont fait quasiment l'impasse sur les plus pauvres.

Aujourd'hui, nous avons rejoint la concertation autour du revenu universel d'activité (RUA), ouverte en juin. Mais les personnes en situation de précarité, les premières concernées, ne seront entendues qu'à la rentrée. Nous devons donc commencer à avancer sans elles.

Le bilan est jusqu'ici plutôt décevant. Cela veut-il dire qu'il faille baisser les bras ? Non. Nous avons obtenu quelques avancées et nous entendons peser avec le Pacte social et écologique signé le 5 mars dernier et qui regroupe aujourd'hui une quarantaine d'organisations - syndicats, associations...

Joseph Wresinski avait promis aux familles du camp de Noisy-le-Grand de " leur faire gravir les marches du Vatican, de l'Elysée, de l'ONU "... Pour faire entendre la voix des plus pauvres, nous sommes prêts à gravir des montagnes.